

PRÉSIDENTIELLE

Écologie, pouvoir d'achat, entreprises : les grands enjeux d'une politique économique progressiste

par [Barnabé Binctin](#) - 10 avril 2017

Fillon comme Macron, « c'est "On ne change rien" » : « On baisse simplement les dépenses publiques ce qui permet de baisser l'impôt sur les entreprises, et on dégrade le droit du travail », déplore Henri Sterdyniak, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques. Les politiques économiques alternatives prônées par Hamon et Mélenchon soulèvent cependant des questions cruciales : comment concilier un plan de relance par le pouvoir d'achat et une « planification écologique » vers une société plus sobre ? Faut-il protéger les travailleurs grâce à un « revenu universel » ou changer les critères de gestion des entreprises, aujourd'hui centrés sur la rentabilité et l'intérêt des actionnaires ? Et comment « réussir à employer tout le monde dans des emplois convenables, en prenant le tournant écologique » ? Entretien.



Basta ! : L'économie est toujours un sujet particulièrement débattu entre les candidats : quelles sont les principales lignes de clivage qui se dégagent à l'occasion de cette élection ?

Henri Sterdyniak [1] : C'est extrêmement simple : deux politiques s'opposent. Pour les uns, la France doit devenir le meilleur élève de la classe libérale et pour cela, prendre progressivement les mesures nécessaires : réduire les dépenses publiques et sociales, réduire les impôts sur les plus riches et les grandes entreprises, déréguler son économie. Pour les autres, la France doit prendre la tête d'un front en Europe pour effectuer un tournant afin de construire une société plus sobre, plus écologiste et plus socialiste. C'est le choix que nous avons aux élections présidentielles, entre la première tendance représentée par Macron et Fillon et la deuxième par Mélenchon et Hamon, avec des nuances toutefois.

Vous venez de publier [une note très critique sur le programme économique d'Emmanuel Macron](#) : représente-t-il l'archétype du projet économique que vous combattez ?

Il y a Fillon, d'abord. Fillon, c'est « *On ne change rien* », on baisse simplement les dépenses publiques ce qui permet de baisser l'impôt sur les entreprises, et on dégrade le droit du travail. Le fonctionnement de l'économie repose sur le patronat : on donne plus de libertés, le patron fait ce qu'il veut, il est le maître, et c'est cela qui redonne du dynamisme.

Macron, c'est la même chose, avec l'idée de l'innovation et de l'auto-entrepreneuriat en plus. C'est plus moderne ; c'est l'apparence du progrès. Pour Macron, on va s'en sortir par le numérique et les start-up qui vont booster l'économie. Chacun peut lancer sa start-up, il suffit juste d'avoir une idée géniale. Le problème, c'est qu'on n'a toujours pas défini ce que c'était, une idée

géniale. Et le plus souvent, cela reste des idées dont l'utilité sociale reste extrêmement faible.

Quelles sont ces nuances qui distinguent les programmes de Hamon et de Mélenchon ?

Tous les deux se heurtent au même problème : comment concilier une nouvelle politique en France avec les contraintes européennes ? Hamon pense que le tournant peut se faire à partir d'une alliance avec les socialistes allemands et d'une démocratisation de l'Europe, alors que Mélenchon considère que, d'une façon ou d'une autre, il faudra une crise en Europe qui potentiellement se terminera par la dislocation de la zone Euro. C'est une lourde différence d'appréciation sur la manière d'agir en Europe. A part ça, Mélenchon va plus loin que Hamon sur les possibilités de relance : il pense que l'on peut distribuer, de façon importante, du pouvoir d'achat et des salaires en France sans réellement tenir compte des contraintes internationales. Hamon, lui, est plus modéré sur cet aspect.

La question serait de savoir comment rediriger cette nouvelle demande vers des produits français – et non des produits étrangers – ce qui suppose des mesures fortes pour relancer la production. Cela passerait par un secteur bancaire public et une planification écologique, mais prendrait du temps et risquerait de ne pas jouer à court-terme. Lorsque la gauche arrive au pouvoir, elle fait toujours face à un arbitrage délicat, pour réussir le miracle : relancer l'appareil productif tout en satisfaisant les revendications des salariés, sans créer de déséquilibres épouvantables. Il y a un calendrier difficile à gérer et là-dessus. Mélenchon masque un peu le problème.

N'est-ce pas l'objectif de ces fameux 100 milliards d'investissement que de relancer l'appareil productif français ?

Les 100 milliards, c'est le moins inquiétant. Parce qu'on peut lancer de vastes programmes d'investissement, tournés vers la transition écologique et étalés dans le temps, dont le contenu en importation est relativement faible. Construire des logements sociaux, rénover les logements existants, faire plus de transport collectif, ce sont des choses que l'on sait faire en France. Ce qui est plus inquiétant, ce sont plutôt les mesures sociales : l'augmentation des retraites, des minimas sociaux, du Smic... Cela risque de déclencher des importations importantes car les gens, en gagnant du pouvoir d'achat, pourraient acheter massivement des produits étrangers que l'on n'aurait pas la capacité de produire ici. Il y a un timing qu'il faut organiser.

Le discours de gauche ne se distingue-t-il pas également sur la remise en cause du concept de croissance, telle que la pratiquent Hamon et Mélenchon conjointement ? Jamais une campagne présidentielle n'avait autant relayé cette critique...

Vous trouvez ? Je n'en suis pas si sûr. Pour tout économiste keynésien, il y a quelque chose d'un peu schizophrénique : nous sommes tous contre la croissance à long terme, nous pensons tous que la croissance sans limite des produits matériels doit s'arrêter et qu'il faut une économie plus sobre, plus compatible avec les contraintes écologiques, où l'on réussit à satisfaire une grande partie des besoins sans augmenter de façon continue notre consommation matérielle. Mais en même temps, à court terme, on connaît un chômage de masse qui nécessite de relancer l'activité.

Mélenchon nous présente un programme avec 265 milliards de hausse de dépense – 165 milliards de dépenses publiques et 100 milliards d'investissement – ce qui représente environ 12% du PIB. C'est quand même beaucoup. C'est un programme de forte croissance, avec de l'activité et une augmentation du pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires et des revenus sociaux. Hamon, de son côté, propose le revenu universel comme réponse à la fin du travail. Il y a une réflexion à gauche sur le sujet, mais qui n'est malheureusement pas très aboutie : on ne peut pas se satisfaire de l'idée que l'on va distribuer un revenu universel à tout le monde pour diminuer l'importance du travail. On ne veut pas qu'une partie de la population ne travaille pas parce qu'elle a le revenu universel, mais on ne veut pas non plus qu'une partie de la population accepte des travaux pénibles, tout simplement parce qu'elle peut travailler à mi-temps grâce au revenu universel. L'idéal est de fournir un emploi convenable à chacun.

Il y a donc une dichotomie entre ce besoin de réorienter la production, d'un côté, et de faire de la croissance, de l'autre, car il faut bien construire des logements, etc. Pour moi, l'enjeu à gauche est dans le renouveau productif : il faut réussir à employer tout le monde dans des emplois convenables, en prenant le tournant écologique. On ne s'en sortira pas simplement en augmentant la demande.

Que préconisez-vous ?

Cela demande d'abord une réflexion sur la nature de la production et des emplois ; sur la méthode aussi : qui décide de ce que l'on produit ? C'est là-dessus qu'il faut se mobiliser. Et je pense qu'effectivement, il faut une « planification écologique », c'est-à-dire des plans sectoriels pour relancer l'activité, autour d'un compromis entre le patronat qui veut produire en France, les banques publiques de développement et les salariés. Il faut avoir conscience que les choses se jouent ici, et non pas dans la distribution de pouvoir d'achat. Mais c'est forcément un peu difficile à mettre en œuvre...

Cela pose directement la question du type de soutien aux entreprises... Un sujet sur lequel le gouvernement actuel a largement échoué avec le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui, malgré son coût (30 milliards en 2013 et 2014), n'a créé ou préservé que 50 000 à 100 000 emplois selon son comité de suivi...

Le CICE, comme le pacte de responsabilité, était centré sur les emplois à bas salaire, non qualifiés. Il n'y avait pas de stratégie économique, on a simplement distribué de l'argent en espérant que le patronat allait bien vouloir l'utiliser pour investir et embaucher... La bonne stratégie, c'est de regarder, secteur par secteur, ce que l'on peut faire à la fois du côté de la demande et du côté de l'offre, pour relancer la production.

Par exemple, dans la rénovation énergétique des bâtiments : il faut à la fois subventionner massivement les ménages pour qu'ils acceptent de se lancer dans la rénovation, et en même temps aider les entreprises qui se lancent dans cette activité en subventionnant l'investissement et la formation, de manière à tenir les deux bouts de la chaîne. Mais cela suppose aussi que l'on oublie les principes de la concurrence libre et non faussée imposés par les institutions européennes. Compte tenu de la situation actuelle, il faut que les pays qui en ont besoin puissent faire des politiques industrielles spécifiques. Il n'y a pas que nous, tous les pays du Sud sont dans la même situation.

Êtes-vous donc favorable au « protectionnisme solidaire », le concept défendu par Jean-Luc Mélenchon ?

Je ne sais pas ce que veut dire le mot « solidaire »... En quoi est-ce solidaire de ne pas acheter les biens que certains pays à trop bas-salaires sont très heureux de nous vendre ? Malheureusement, le protectionnisme est forcément très égoïste, au départ. Et c'est un des graves problèmes auxquels nous sommes confrontés : il faut avoir une stratégie dans laquelle nous faisons des efforts pour produire en France, malgré le fait que cela nuise à d'autres pays.

Vous avez pris position contre le projet de revenu universel. Mais comment répondre à la dérégulation du marché du travail et à l'émergence de nouvelles formes d'emploi qu'ont mis en lumière l' « uberisation » ?

On peut faire deux réponses totalement différentes. La première consiste à rappeler que ces activités n'ont aucune raison d'échapper aux impôts et aux cotisations sociales. Ils peuvent bien dire ce qu'ils veulent, ce n'est pas parce qu'ils prétendent être auto-entrepreneurs ou indépendants qu'ils doivent y échapper. La deuxième réponse, le revenu universel, n'en est pas vraiment une. C'est le modèle de l'intermittence du spectacle. Cela veut dire qu'on admet que l'employeur ne paye pas son employé à temps plein.

On irait donc vers un système où l'entreprise paierait l'employé uniquement quand il en aurait besoin, et le reste du temps, le salarié serait pris en charge par la collectivité. On voit très bien que la généralisation de ce modèle amènerait à la catastrophe. Imaginez si la fonction publique se mettait à ne payer un enseignant que sur les vingt heures de cours qu'il dispense dans la semaine, considérant que sur les autres heures, il est chômeur et touche à ce titre une allocation chômage... Cela ne tient pas la route.

Dans ce cas, quel modèle défendez-vous ?

L'idéal reste quand même l'entreprise qui organise l'activité des gens en leur garantissant un salaire. C'est un modèle beaucoup plus protecteur. Un comédien ou un musicien dans une troupe doit être payé en permanence, son travail ne se résume pas à ses soirs de représentation, il y a tous les à-côtés. Je préfère le modèle de la Comédie française (qui dispose en permanence de sa propre troupe de comédiens, ndlr) à celui de l'intermittence du spectacle.

Je ne dis pas que c'est facile, il faut réussir à gérer cet objectif qui vise à intégrer chacun d'une manière ou d'une autre dans une entreprise qui lui donne un statut et un revenu, ainsi qu'un certain degré de liberté. La grande entreprise coopérative me semble bien plus un modèle d'avenir, mais il reste encore à le mettre en musique (lire aussi : [travailler autrement grâce aux coopératives](#)).

Vous n'utilisez pas pour autant le terme « salariat » ?

Si, c'est le modèle du salariat participatif. Regardez le cas des médecins, il y a plusieurs types d'organisation. On pourrait envisager le salariat municipal, qui marche dans les pays scandinaves. Celui-ci est pris en charge par la municipalité, mais il faut l'organiser pour que cela fonctionne. Pour cela, il faut que le système soit participatif et que les décisions soient bien prises dans l'intérêt des malades et du médecin, dont l'avis doit être pris en considération plus que celui des gestionnaires.

Mais l'entreprise reste le grand problème de la gauche. A chaque fois qu'elle a pris le pouvoir, elle a échoué à gérer les entreprises de manière différente. On l'a bien vu dans les nationalisations : ce furent souvent des échecs parce que la gauche et les syndicats ne sont pas parvenus à impulser une nouvelle gouvernance. C'est le cas des banques : on peut les nationaliser, mais si elles restent gérées comme des banques privées, ça ne change rien. Le grand enjeu, c'est de réussir à imposer de nouveaux critères de gestion dans les entreprises, où l'on a aujourd'hui le souci exclusif de la rentabilité et des actionnaires, au détriment du souci essentiel, celui des clients et de l'épanouissement des salariés. Par rapport à ça, le modèle de l'entreprise participative me paraît plus intéressant que le travail indépendant qui ne donne aucune sécurité aux salariés.

Quid de la fiscalité : quelle grande réforme faudrait-il mener en priorité ?

Aucune. Je suis opposé aux réformes fiscales. Celles qu'on pouvait faire, on les a globalement faites. Il y a beaucoup de bêtises qui sont dites : la France a actuellement un système extrêmement redistributif en matière de fiscalité, notamment concernant la fiscalité des revenus du capital. Grâce à Hollande, on taxe les revenus du capital comme on taxe les revenus du travail ; c'est une bonne chose qu'il a faite. Bien sûr, on peut affiner, il reste des points à améliorer. On a réussi à supprimer beaucoup de niches fiscales, mais il reste encore l'assurance-vie ou les PEA (plan d'épargne en actions, ndlr). Il y a aussi le plafonnement de l'ISF, qui est une erreur à corriger dans sa forme actuelle. Il faut faire monter en puissance la fiscalité écologique, même si cela représente un coût. Et naturellement, il faut lutter contre l'optimisation fiscale. Mais dans l'ensemble, on a un bon système fiscal, redistributif, que l'on aura d'ailleurs sûrement du mal à garder ainsi si Fillon ou Macron arrivent au pouvoir...

Propos recueillis par Barnabé Binctin

Photo : CC Solar reference array

Notes

[1] Directeur du département Économie de la mondialisation de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), Henri Sterdyniak fut l'un des quatre signataires du premier *Manifeste des Économistes atterrés*, en 2010. Le collectif sort un nouveau livre, [Changer d'Avenir, Réinventer le travail et le modèle économique](#).

Cet article vous a intéressé ? Basta ! a besoin de ses lecteurs pour poursuivre son travail, faites un don sur [bastamag.net](http://www.bastamag.net).

Basta ! (<http://www.bastamag.net>) est un site d'information indépendant sur l'actualité sociale et environnementale. Constitué d'une équipe de journalistes et de militants associatifs, Basta ! contribue à donner une visibilité aux enjeux écologiques, aux actions citoyennes, aux revendications sociales, aux mouvements de solidarité et aux alternatives mises en œuvre.